

25 300 chefs d'entreprise ont fait faillite au premier semestre 2023 : merci l'État !



Article rédigé par *Contrepoints*, le 18 septembre 2023

Source [Contrepoints] : Lors du premier semestre de l'année 2023, près de 25 300 chefs d'entreprises ont mis la clé sous la porte.

Dans un contexte marqué par une inflation galopante et une fiscalité étouffante qui asphyxient le pouvoir d'achat des Français, cette spirale de faillites massives, conséquence notamment des [choix de l'État durant la crise sanitaire](#), risque vraisemblablement de se poursuivre et de s'accélérer au cours des mois à venir.

Plus que jamais, il est donc temps de réfléchir aux vraies réformes qui pourront réanimer notre économie.

Les petits patrons au cœur de la tourmente, les grands s'en rapprochent

Une hécatombe : entre les mois de janvier et juin 2023, 25 296 chefs d'entreprise ont perdu leur emploi, soit 140 cas par jour, une augmentation de 36,6 % par rapport à l'an dernier pendant la même période, et qui marque un retour aux niveaux d'avant-crise covid. Inquiétants mais prévisibles, ces chiffres proviennent de [l'observatoire de l'emploi des entrepreneurs](#), un outil mis au point par Altares, un groupe français leader mondial dans le domaine des datas d'entreprises, et l'association patronale GSC.

Dans le détail, l'étude indique que ce phénomène affecte avant tout (à 90 %) les patrons de petites structures de moins de cinq salariés. Toutefois, il est à noter que les pertes d'emplois chez les chefs d'entreprises de plus de 20 salariés, qui avaient diminué pendant la crise liée au covid, ont doublé au premier semestre par rapport à l'année dernière, et que les dirigeants de grandes structures ne sont, eux aussi, plus épargnés par la menace du chômage.

Le secteur le plus durement touché par les faillites est celui de la construction, avec 5713 pertes d'emploi de dirigeants (+50 %) : exigences des [nouvelles normes](#) environnementales, augmentation des taux d'intérêts d'emprunt, pénurie de matériaux, flambée des prix et donc des coûts de construction, mais aussi baisse du nombre de commandes...

Les raisons pour expliquer ce désastre ne manquent pas.

Le secteur de la construction est talonné de près par celui du commerce, au sein duquel 5614 dirigeants ont perdu leur poste (+47,2 %), suivi par le secteur de l'hôtellerie-restauration avec 3470 pertes d'emploi (+65,9 %), puis par celui des services aux particuliers (coiffeurs, esthéticiennes...) avec 1152 chefs d'entreprise ayant perdu leur activité professionnelle.

Inflation, fiscalité, normes : le gouvernement, un pompier pyromane

L'association GSC retrace l'enchaînement logique.

Le contexte inflationniste contraint les ménages à réduire leurs dépenses, et génère donc la baisse subséquente de la demande dans ces secteurs et, donc, des défaillances d'entreprises. Que ce soit les carburants, l'énergie, l'alimentation, le logement... tous les pans du quotidien des Français sont touchés par cette hausse des prix qui érode leur pouvoir d'achat. Rien d'étonnant à ce qu'ils rognent sur le superflu pour se concentrer sur l'essentiel. L'Iref a pour sa part maintes fois décortiqué ces causes et conséquences de l'inflation dont il tient les politiques publiques du gouvernement largement responsables.

Cependant, d'autres facteurs contribuent à faire considérablement baisser le pouvoir d'achat : les lourdes réglementations et la forte fiscalité.

[Lire la suite](#)